PLAN D’ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion du Bureau des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux Protocoles y relatifs

Athènes, 31 octobre 1988

RAPPORT DE LA REUNION DU BUREAU DES PARTIES CONTRACTANTES A LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION ET AUX PROTOCOLES Y RELATIFS

P N E U
Athènes 1988
Rapport de la réunion du bureau des parties contractantes à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux protocoles y relatifs

Athènes, 31 octobre 1988
Introduction

1. Le Bureau des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux protocoles y relatifs s'est réuni au siège de l'Unité de Coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, à Athènes (Grèce), le 31 octobre 1988.

2. La réunion était présidée par M. Alexandros Pantazis, Secrétaire général au Ministère de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics de la Grèce, qui a remplacé M. Evangelos Kouloumbis, Ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics, empêché. Étaient également présents M. Yves Rodrigue, Vice-Président (France), M. Turgut Balkas, Vice-Président (Turquie), et M. Yusef Elmehrik, Rapporteur (Jamahiriya Arabe Libyenne). Deux membres du Bureau étaient accompagnés de conseillers.


4. La réunion a été ouverte par Mr. A. Pantazis, qui a souhaité la bienvenue aux participants au nom du président du Bureau, M. Evangelos Kouloumbis. Il a évoqué certaines réunions récentes qui avaient eu lieu en Grèce, notamment celle du Bureau européen de l'environnement sur le financement de l'action en faveur de l'environnement et la réunion informelle des ministres de l'environnement de la CEE qui s'est tenue à Delphes. Les principaux aspects de la politique environnementale dans la CEE, après l'Acte unique, ont été évoqués, l'accent étant mis sur l'importance de la Méditerranée. Il a informé le Bureau que le Gouvernement grec avait l'intention de présenter une résolution sur la politique environnementale à la réunion au Sommet de Rhodes prévue en décembre 1988.

Point 1 de l'ordre du jour - Adoption de l'ordre du jour

5. Le Bureau a adopté l'ordre du jour proposé par le Secrétariat.

Point 2 de l'ordre du Jour - Rapport d'activités du Coordonnateur


7. Le Bureau a partagé les préoccupations du secrétariat concernant le retard dans le versement des contributions et a offert son aide pour intervenir auprès des pays en cause, sans la création d'un nouveau groupe tel qu'il proposé dans le document UNEP/BUR/32/2.

8. Après une brève discussion de ce point, le Bureau a pris note du rapport du Coordonnateur.
Point 3 du l'ordre du jour - Préparation de la réunion du Bureau élargi

9. Le Coordonnateur a rendu compte au Bureau des préparatifs en vue de la réunion du Bureau élargi. Le Bureau a donné son accord pour les trois questions inscrites à l'ordre du jour du Bureau élargi avec d'autres questions subsidiaires à la rubrique "Questions diverses". Il a été proposé, en particulier, que le Bureau élargi fasse une déclaration commune sur la nécessité de renforcer la stratégie environnementale en Méditerranée. Il a été convenu que le Bureau élargi aurait à adopter le budget de 1989 et examiner les documents sur le recentrage et la composition du Bureau ainsi que conseiller le Secrétariat dans la mesure du possible sur les nouvelles démarches à entreprendre. M. Mansfield a souligné que le document sur le recentrage reflète certaines approches nouvelles préconisées pour intégrer à la planification du développement des considérations environnementales.

Point 4 du l'ordre du jour - Date et lieu de la prochaine réunion du Bureau

10. À la suggestion du Secrétariat, le Bureau est convenu que sa prochaine réunion se tiendrait à Athènes les 14 et 15 mars 1989.

Point 5 de l'ordre du jour - Questions diverses

11. Le Bureau a décidé de recommander au Conseil d'administration du PNUE de reconduire le Fonds d'affection spéciale pour la Méditerranée jusqu'au 31 décembre 1991 (Annexe II au présent rapport).


13. Le Bureau a accepté la proposition du secrétariat tendant à soumettre à l'examen du Bureau élargi la question des mouvements transfrontières de déchets dangereux dans la Méditerranée. Le document du secrétariat PNUE/BUR/32/INF.3 a été distribué ainsi qu'une proposition de la Grèce touchant un projet de déclaration du Bureau élargi sur ce sujet. Un appel émanant de certaines associations a également été distribué pour information.


15. Le Bureau est convenu qu'il exprimerait ses préoccupations et préparerait le texte d'un communiqué de presse sur la question des mouvements transfrontières de déchets dangereux. Il n'a pas envisagé de tenir une conférence de presse spéciale à la fin de la réunion.

16. À la demande du secrétariat, le Bureau a décidé que les données du PAM seraient mises simultanément à la disposition des gouvernements et organisations inter-gouvernementales.

Point 6 du l'ordre du jour - Adoption du rapport de la réunion

17. Le Bureau a adopté son rapport le 1er novembre 1988.
LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

GREECE
GRECE

H.E. Mr. Evangelos Kouloubis
Minister for the Environment, Physical Planning and Public Works
17, Amaliados and 8, Pouliou str.
Amelkopi
11 523 Athens
Greece

President du Bureau
Tel. 6431461
Telex 216374 IHOP GR

FRANCE
FRANCE

M. Yves Rodrigue
Ministre Plénipotentiaire
Direction des Affaires économiques Ministère des Affaires Étrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Vice-President
Tel. 45559540
Telex 42270819 APEIP F

TURKEY
TURQUIE

Mr. Turgut Balkas
National Co-ordinator for MED POL
General Directorate of Environment Office of the Prime Minister
Atatürk Bulvari 143 Bakanliklar
Ankara
Turkey

Vice-President
Tel.009042 237100 ext.(2641)
Telex. 46415 BBCG TR

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

Mr. Yusef Elmehrik
National Co-ordinator for MED POL
Director
Technical Centre for Environment Protection
P.O.Box 83618
Tripoli
Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya

Rapporteur
Tel. 48542
Telex. 20381 HEALTH LY
CONSEILLERS

Greece
Grèce

Mr. Alexandros Pantazis
Secretary General
Ministry for the Environment, Physical
Planning and Public Works
17, Amaliados and 8, Poulion Str.
Ambeliki
11 523 Athens
Greece

Tel. 64 31 461
Telex 21 6374 IHOP GR

Mr. Konstantin Bourkas
Special Secretary for the Environment
Ministry for the Environment, Physical
Planning and Public Works
PERPA
147, Patisson Str.
11 251 Athens
Greece

Tel. 86 50 214

Mr. John Vournas
Director of the Department of Environment
Ministry for the Environment, Physical
Planning and Public Works
PERPA
147, Patisson Str.
11 251 Athens
Greece

Tel. 86 20 557

Ms Athena Mournouris
MAP Liaison Officer
In charge Environmental Engineer
PERPA
147, Patisson Avenue
11 251 Athens
Greece

Tel. No. 86 50 053
Telex No. 216028 DYPF GRT
Ms. K. Dangli  
Minister for the Environment, Physical Planning and Public Works  
17, Amaliados and 8, Poulilou str.  
Ambelokipi  
11 523 Athens  
Greece  
Tel. 6431461  
Telex 216374 IHOP GR

Ms. Dimitra Spala  
Biologist of the Department of Environment  
Ministry for the Environment, Physical Planning and Public Works  
PERPA  
147 Patission Str.  
11 251 Athens  
Greece.  
Tel. 86 52 493  
Telex 21 6028 DYPR GR

France  

M. Serge Antoine  
Ministère de l'Environnement  
14, Bd du Général Leclerc  
92 524 Neuilly s/Seine Cedex  
France  
Tel. 47581212  
Telex 620602 F

Mme. Elisabeth Laurin  
Ministère des Affaires Étrangères  
Direction des Affaires Économiques et Financières, Affaires Générales  
37, Quai d'Orsay  
75 007 Paris  
France  
Tel. 47534484
RECOMMANDATION

Le Bureau Élargi

- Notant que le Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée vient à expiration le 31 décembre 1989;

- Notant en outre que sa prorogation doit être approuvée par le Conseil d'administration du PNUE qui tiendra sa prochaine session du 15 au 26 mai 1989, avant la Sixième réunion ordinaire des Parties contractantes (Athènes, 3-6 octobre 1989);

- Recommande au Conseil d'administration du PNUE de proroger la durée du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée pour une période supplémentaire de deux années, soit jusqu'au 31 décembre 1991.